

Bayrou à Matignon : le PS entrouvre la porte à des négociations

Si La France insoumise a annoncé qu'elle déposera une motion de censure préalable du nouveau gouvernement, le reste du Nouveau Front populaire est partagé entre la tentation de jouer le jeu du parlementarisme et l'absence d'illusion sur un changement de cap politique.

[Pauline Graulle](#), [Youmni Kezzouf](#) et [Clément Rabu](#)

13 décembre 2024 à 19h25

Opportunité à saisir ou nouvelle impasse ? La nomination de François Bayrou à Matignon a semé le trouble dans une partie de la gauche. Si La France insoumise (LFI) affirme sans surprise son opposition au nouveau premier ministre et indique que l'ensemble des députés de son groupe voteront une motion de censure préalable, les autres composantes du Nouveau Front populaire (NFP) affichent, pour l'heure, un peu moins de certitudes.

Après une matinée de montagnes russes émotionnelles dues aux rumeurs sur une possible nomination de Bernard Cazeneuve, le Parti socialiste (PS) a décidé de temporiser sur sa volonté de censurer le futur gouvernement. Objectif : jouer le bras de fer pour tenter d'obtenir un maximum de concessions de la part du nouveau premier ministre.

Vendredi 13 décembre, en début d'après-midi, après la tenue en visioconférence d'un bureau national, le parti d'Olivier Faure a annoncé qu'il ne participerait à aucune coalition gouvernementale et qu'il demeurerait dès lors dans l'opposition au Parlement. Pour autant, explique le premier secrétaire dans un courrier paraphé par tous les représentants de courants du PS et envoyé à Matignon, les votes des socialistes à l'Assemblée « *dépendront des engagements que vous prendrez pour construire les compromis utiles* ».



Olivier Faure et Boris Vallaud à Paris, le 10 décembre 2024. © Photo Serge Tenani / Hans Lucas via AFP

Le PS, qui a demandé à être reçu par François Bayrou, exige aussi de ce dernier qu'il s'engage à ne pas utiliser l'article 49-3 de la Constitution. En échange de quoi – mais aussi de concessions notables sur des sujets comme l'augmentation des salaires, la fiscalité, les retraites, ou la fiscalité –, les député·es socialistes pourraient renoncer à appuyer sur le bouton de la censure.

Une manière d'entrer en négociation prudente avec le nouveau chef du gouvernement, alors même que celui-ci a semblé donner quelques signes d'ouverture. Mardi, lors de la réunion des chefs de partis à l'Élysée, le patron du MoDem avait en effet indiqué n'être pas favorable à l'utilisation du 49-3. De quoi donner quelques raisons d'espérer aux défenseurs d'un pacte de non-censure, notamment au PS, où l'on attend toutefois de juger sur pièces. *« Le Vaudeville sur la nomination de Bayrou a montré la faiblesse totale de ce pouvoir, donc si on peut arracher des choses, c'est maintenant »*, veut-on croire dans l'entourage du président du groupe socialiste à l'Assemblée, Boris Vallaud.

Des fissures à gauche

Si l'unité semble pour l'instant dominer au sein d'un PS où la rupture stratégique avec LFI a ressoudé les troupes, toute la question est de savoir où il faudra placer le curseur de l'acceptation des *« compromis »*. Par ailleurs, si une voix – celle de la députée socialiste Sophie Pantel – avait déjà manqué lors de la précédente motion de censure, certain·es restent sceptiques quant à la pérennité de la cohésion du groupe.

C'est notamment le cas de l'ancien socialiste David Habib qui siège aujourd'hui avec Libertés, indépendants, outre-mer et territoires (Liot) aux côtés de proches de Carole Delga : *« La nomination de Bayrou peut mettre le bazar au sein du PS où beaucoup de députés ne sont pas sur la ligne de appuyer plusieurs fois sur le bouton de la censure, anticipe-t-il. Bayrou, que je connais depuis quarante ans, et qui a d'autres ambitions que Matignon, a une telle obligation de réussite qu'il fera tout ce qu'il peut pour obtenir des abstentions... »*

Publié vendredi, le communiqué de Carole Delga, où la présidente de la région Occitanie ne cite ni le NFP ni même la réforme des retraites, et appelle le premier ministre *« ainsi que les forces républicaines »* à *« garantir l'apaisement du pays »*, a pu tinter drôlement aux oreilles de certain·es.

L'extrême droite ressort ses lignes rouges

Sans surprise, le Rassemblement national (RN) a réagi à la nomination de François Bayrou en agitant la menace d'une nouvelle censure sur le budget, soucieux de garder son influence sur le futur gouvernement. *« Il n'y aura pas de censure a priori »*, a affirmé Jordan Bardella peu après l'officialisation, avant de rappeler les *« lignes rouges »* qui pourraient conduire le RN à censurer, de nouveau, le gouvernement : *« Nos lignes rouges demeurent et n'ont pas varié. Pas de déremboursement de médicaments, ne pas fragiliser la situation économique et sociale des retraités. Ce ne sont pas les lignes rouges du parti, ce sont les aspirations de millions d'électeurs. »* Peu après, Marine Le Pen a insisté sur sa revendication d'être mieux traitée par le nouveau premier ministre, qui lui avait accordé son parrainage pour se présenter à l'élection présidentielle en 2022 et a critiqué les réquisitions du parquet à son encontre dans le procès de l'affaire des assistants parlementaires du RN : *« Nous lui demandons d'entendre et d'écouter les oppositions pour construire un budget raisonnable et réfléchi. »* Son allié Éric Ciotti a

quant à lui mis en avant ses propres exigences, « *pas d'augmentation de la fiscalité, pas d'augmentation de l'immigration et du courage pour enfin réduire le périmètre de l'État* ».

Les choses ne sont pas simples non plus du côté des Écologistes et du Parti communiste français (PCF). Vendredi, Fabien Roussel n'a ainsi pas jugé bon d'attendre la réunion des député·es communistes pour mettre son parti dans la droite ligne du PS. Interrogé par BFMTV, le secrétaire national a indiqué que si le premier ministre s'engageait à ne pas appliquer le 49-3, « *nous [les communistes - ndlr] sommes prêts à débattre, c'est comme ça qu'il n'y aura pas de censure* ». La sortie a fait, [une fois encore](#), tordre le nez de certains députés du groupe, davantage enclins à voter la censure *a priori* qu'à tenter de négocier avec l'un des principaux inspireurs du macronisme.

Le débat s'est également invité chez les Écologistes qui se sont, elles et eux aussi, rassemblés juste après la nomination de François Bayrou pour tenter de trouver une position commune entre les multiples tendances qui composent le parti. Dans son communiqué, le groupe à l'Assemblée partage *grosso modo* la même position que le PS et le PCF. Mais il ajoute une ligne rouge, celle de la composition du gouvernement : « *Si c'est pour garder les mêmes aux postes stratégiques, dont M. Retailleau à l'Intérieur, si c'est pour ne rien faire sur les retraites, l'écologie, sur la justice fiscale, je ne vois d'autre choix que de le censurer quand nous aurons l'occasion* », a menacé Marine Tondelier, secrétaire nationale des Écologistes.

Certain·es député·es écologistes s'interrogent toutefois sur l'opportunité d'une censure préalable. « *Le groupe est partagé*, souligne l'un d'entre eux. *On atterrira sur la censure, mais ça va prendre un peu de temps. Certains députés veulent jouer le jeu du parlementarisme et se montrer constructifs, tandis que d'autres estiment qu'il n'y a rien à attendre de Bayrou.* » C'est notamment le cas des élu·es de Génération·s siégeant dans le groupe écologiste à l'Assemblée, comme la députée Sophie Taillé-Polian ou son collègue Benjamin Lucas qui expliquait, vendredi matin, avant même l'annonce de l'Élysée, qu'il signerait et voterait « *à titre personnel* » une motion de censure préalable.

Il n'y a qu'à LFI que le discours était unanime sur la position d'une censure *a priori* du gouvernement Bayrou. « *Une candidature de plus au sursis d'Emmanuel Macron. Deux choix s'offriront aux députés : le soutien au sauvetage de Macron ou la censure. Nous avons fait le nôtre* », a réagi Mathilde Panot, présidente du groupe insoumis au Palais-Bourbon. « *Macron essorera donc chacun de ses affidés. Seule bonne nouvelle : il ne tiendra pas longtemps* », a renchéri la vice-présidente de l'Assemblée, Clémence Guetté, convaincue de pouvoir faire rapidement tomber le gouvernement, une nouvelle fois.

À lire aussi

[Bayrou à Matignon : on prend le MoDem et on recommence](#)

13 décembre 2024

[François Bayrou, la morale dans les chaussettes](#)

13 décembre 2024

Sur BFMTV, le député LFI Éric Coquerel a toutefois invité le nouveau premier ministre à mettre à l'ordre du jour dès janvier des projets de loi qui font l'unanimité chez l'ensemble des parlementaires, tels que l'élargissement du prêt à taux zéro ou le maintien du crédit d'impôt accordé aux agriculteurs au titre des dépenses engagées pour leur remplacement pendant leurs congés.

Au-delà de la censure, les obstinations de l'Élysée, de même que l'interminable et ubuesque suspense entourant la nomination de François Bayrou, redonnent aussi une certaine vigueur au scénario privilégié des Insoumis, celui du départ d'Emmanuel Macron. « *Quel spectacle pathétique. Pendant combien de temps le président de la République va-t-il prendre la France pour son terrain de jeu ?* », postait Manuel Bompard en fin de matinée, édictant la stratégie du mouvement : « *Faire tomber Bayrou, ce sera faire tomber Macron.* »

[Pauline Graulle](#), [Youmni Kezzouf](#) et [Clément Rabu](#)